Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La crise de la dette mexicaine et la Banque mondiale

Par Eric Toussaint
Mondialisation.ca, 22 juillet 2019
CADTM

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Économie

En 2019, la Banque mondiale (BM) et le FMI atteignent l'âge de 75 ans. Ces deux institutions financières internationales (IFI), créées en 1944, sont dominées par les États-Unis et quelques grandes puissances alliées qui agissent pour généraliser des politiques contraires aux intérêts des peuples.

La BM et le FMI ont systématiquement prêté à des États afin d'influencer leur politique. L'endettement extérieur a été et est encore utilisé comme un instrument de subordination des débiteurs. Depuis leur création, le FMI et la BM ont violé les pactes internationaux sur les droits humains et n'hésitent pas à soutenir des dictatures.

Une nouvelle forme de décolonisation s'impose pour sortir de l'impasse dans laquelle les IFI et leurs principaux actionnaires ont enfermé le monde en général. De nouvelles institutions internationales doivent être construites. Nous publions une série d'articles d'Éric Toussaint qui retrace l'évolution de la BM et du FMI depuis leur création en 1944. Ces articles sont tirés du livre *Banque mondiale : le coup d'État permanent*, publié en 2006, aujourd'hui épuisé et disponible gratuitement en pdf.

Robert McNamara et le président Luis Echeverria (1970-1976) s'entendent très bien. Le président mexicain a dirigé une répression féroce contre la gauche radicale. A partir de 1973, les revenus en devises du Mexique croissent rapidement grâce au triplement du prix du pétrole. Cette augmentation des revenus en devises devrait mettre le Mexique à l'abri de la nécessité de s'endetter. Pourtant le volume des prêts de la Banque mondiale au Mexique augmente fortement : il est multiplié par 4 entre 1973 et 1981 (passant de 118 millions de dollars prêtés en 1973 à 460 millions prêtés en 1981). Le Mexique s'endette également auprès des banquiers privés avec l'aval de la Banque mondiale. Le volume des prêts des banques privées au Mexique est multiplié par 6 entre 1973 et 1981. Les banques des États-Unis dominent largement, suivies dans l'ordre par les banques britanniques, japonaises, allemandes, françaises, canadiennes et suisses. Les montants prêtés par les banquiers privés sont plus de 10 fois supérieurs à ceux prêtés par la Banque mondiale. Quand la crise éclate en 1982, on dénombre 550 banques créancières du Mexique ! Pour la Banque mondiale, en prêtant au Mexique, l'enjeu est de garder une influence sur les autorités mexicaines. En 1974-1976, la situation des finances publiques mexicaine se détériore gravement. La Banque mondiale pousse le Mexique à continuer à s'endetter alors que les signaux d'alerte clignotent.

Le 3 février 1978, la Banque mondiale fait la projection suivante : « *Le gouvernement*

mexicain est à peu près certain d'obtenir un accroissement important des ressources à sa disposition au début des années 1980. Nos projections les plus récentes font état d'un surplus de la balance des transactions courantes en 1982, d'un accroissement important des revenus d'exportation, principalement grâce au pétrole, ce qui devrait faciliter le problème de la dette extérieure et la gestion des finances publiques au début des années 1980. Le service de la dette extérieure qui représentait 32,6 % des revenus d'exportation en 1976 augmentera progressivement jusqu'à 53,1 % en 1978 et va par la suite décroître à 49,4 % en 1980 et jusqu'à environ 30 % en 1982 ! » [1] C'est le contraire qui se passe en réalité. L'entièreté du pronostic cité est contredit par les faits !

Au moment où, en octobre 1979, Paul Volcker, directeur de la Réserve fédérale des États-Unis, décrète la forte augmentation des taux d'intérêt qui va conduire inexorablement à la crise de la dette, déclenchée justement à Mexico, la Banque mondiale se veut rassurante. Le 19 novembre 1979, elle écrit : « *Tant l'accroissement de la dette extérieure du Mexique que l'augmentation du ratio du service de la dette par rapport aux exportations qui pourra s'élever jusqu'à 2/3 des exportations (…) donnent à penser qu'il s'agit là d'une situation très critique. En fait, c'est le contraire qui est vrai [2]* ». C'est littéralement ahurissant.

Le message émis par la Banque mondiale consiste à dire que même si tout suggère que tout va mal, il n'y a rien à craindre, la situation réelle est excellente et il faut continuer à s'endetter. Que dirions-nous d'un garde-barrière qui encouragerait les piétons à traverser la voie ferrée alors que le feu rouge indique l'arrivée imminente d'un train ? Que ferait la justice si ce type de comportement avait entraîné mort d'homme ?

Les banquiers privés du Nord augmentent d'une manière exponentielle les montants prêtés aux PED, à commencer par le Mexique.

Un des économistes de la Banque chargé de suivre la situation écrit un rapport très alarmant le 14 août 1981 [3]. Il explique qu'il est en désaccord avec la position optimiste du gouvernement mexicain et de son représentant Carlos Salinas de Gortari, directeur général au ministère de la Programmation et du Budget [4]. La hiérarchie lui fait des ennuis très graves, au point qu'il décide d'intenter plus tard un procès à la BM (qu'il gagne) [5]. En 1981, la Banque mondiale octroie au Mexique un prêt de 1,1 milliard de dollars (à débourser sur plusieurs années) : de loin le plus gros prêt de la Banque depuis 1946. Début 1982, la Banque mondiale affirme que la croissance du produit intérieur brut mexicain atteindra annuellement 8,1 % entre 1983 et 1985. Le 19 mars 1982, six mois avant que la crise n'éclate, le président de la Banque mondiale, Alden W. Clausen, envoie la lettre suivante au président du Mexique, José Lopez Portillo [6] : « *La rencontre que nous avons eue à Mexico avec vos principaux conseillers a renforcé la confiance que je place dans les dirigeants économiques de votre pays. Monsieur le président, vous pouvez être fier des réalisations de ces cinq dernières années. Peu de pays peuvent s'enorgueillir de tels taux de croissance ou d'autant d'emplois créés… Je voulais vous féliciter pour les nombreux succès déjà obtenus. Comme je l'ai dit lors de la rencontre, la régression récente de l'économie mexicaine ne peut être que temporaire et nous serons heureux de vous aider pendant le processus de consolidation* [7]. »

Moins d'un an auparavant, Alden W. Clausen était encore président de la Bank of America et celle-ci prêtait à plein rendement au Mexique.

Le 20 août 1982, le Mexique après avoir, au cours des sept premiers mois de l'année, remboursé des sommes considérables, annonce qu'il n'est plus en mesure de continuer les

paiements. Le Mexique décrète un moratoire (suspension de paiement) de six mois (août 1982 à janvier 1983). Il lui reste 180 millions de dollars en caisse alors qu'il est censé rembourser 300 millions le 23 août. Le Mexique avait prévenu le FMI dès le début du mois d'août que ses réserves de change n'atteignaient plus que 180 millions de dollars. Le FMI se réunit fin août avec la Réserve fédérale, le Trésor des Etats-Unis, la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et la Banque d'Angleterre. Le directeur du FMI, Jacques de Larosière, annonce aux autorités mexicaines que le FMI et la BRI sont disposés à prêter des devises en décembre 1982 à la double condition que l'argent serve à rembourser les banques privées et que le Mexique applique des mesures de choc d'ajustement structurel. Le Mexique accepte. Il dévalue très fortement la monnaie, augmente radicalement les taux d'intérêt nationaux, sauve de la faillite les banques privées mexicaines en les nationalisant et décide d'assumer leurs dettes. En contrepartie, il saisit 6 milliards de dollars qu'elles ont en caisse. Le Président José Lopez Portillo présente au peuple mexicain cette dernière mesure comme un acte nationaliste. Il se garde bien de dire que les 6 milliards de dollars saisis serviront largement à rembourser les banquiers étrangers.

En fait, qui a provoqué la crise de la dette mexicaine ? Est-ce le Mexique qui en a pris l'initiative ?

En termes généraux, les causes sont claires : l'augmentation des taux d'intérêt décidée à Washington, la chute des revenus pétroliers et le surendettement colossal sont les causes structurelles. Les deux premiers facteurs constituent des chocs externes et le Mexique n'y est pour rien. Le troisième facteur, le surendettement, est le résultat du choix des dirigeants mexicains qui ont été encouragés à endetter leur pays par les banquiers privés et la Banque mondiale.

Au-delà des causes structurelles qui sont fondamentales, une analyse de l'enchaînement des faits montre que ce sont les banques privées des pays industrialisés qui ont provoqué la crise en réduisant de manière drastique les prêts octroyés au Mexique en 1982. Alertées par le fait que le Trésor public mexicain avait utilisé presque toutes les devises disponibles pour payer la dette, elles ont considéré qu'il était temps de réduire fortement les prêts. Elles ont ainsi mis à genoux un des plus grands pays endettés. Voyant que le Mexique était confronté à l'effet combiné de la hausse des taux d'intérêt dont elles profitaient et à la baisse de ses revenus pétroliers, elles ont préféré prendre les devants et se retirer. Fait aggravant, les banquiers étrangers ont été complices des élites mexicaines (dirigeants d'entreprises, dirigeants du parti-État, le Parti Révolutionnaire Institutionnel) qui transféraient frénétiquement des capitaux à l'extérieur pour les placer en sécurité. On estime qu'en 1981-1982, pas moins de 29 milliards de dollars ont quitté le Mexique sous la forme de la fuite des capitaux [8]. Après avoir précipité la crise, les banquiers privés en ont ensuite profité. Ils laissent à d'autres le soin de payer les pots cassés. Voici la preuve en quelques tableaux.

Tableau 1 : Prêts des banques étrangères sans garantie de l'État mexicain et les remboursements aux banques *(en millions de dollars)*

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts des banques	931	1.565	2.450	3 690	590	0	2.144	1.115	1.700	247	**14.432**
Remboursements	860	1.390	1.450	2 090	2.890	1.546	4.630	3.882	3.490	2.453	**24.681**
Transfert net	71	175	1.000	1 600	-2.300	-1.546	-2.486	-2.767	-1.790	-2.206	**-10.249**

Source : World Bank, *Global Development Finance 2005*

Ce tableau reprend l'évolution des prêts des banques privées étrangères ne bénéficiant pas de la garantie de l'État mexicain. On constate qu'après une énorme augmentation entre 1978 et 1981, les prêts chutent drastiquement en 1982. Par contre, les remboursements ne diminuent pas. Au contraire, ils augmentent de près de 40 % en 1982. En 1983, les prêts bancaires sont totalement stoppés. Pourtant les remboursements se poursuivent. L'évolution du transfert net sur la dette qui a été positif jusqu'en 1981 devient très négatif à partir de 1982. Au total, entre 1978 et 1987, le transfert net négatif représente plus de 10 milliards de dollars au bénéfice des banquiers.

Tableau 2 : Prêts des banques étrangères avec garantie de l'État mexicain et les remboursements aux banques *(en millions de dollars)*

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts des banques	7.235	9.465	7.625	10.063	8.085	5.284	3.134	1.878	198	4.486	**57.453**
Remboursements	5.349	8.582	6.706	7.226	7.260	7.571	7.654	6.922	5.345	5.170	**67.785**
Transfert net	1.886	883	919	2.837	825	-2.287	-4.520	-5.044	-5.147	-684	**-10.332**

Source : World Bank, *Global Development Finance 2005*

Le tableau 2 montre l'évolution des prêts des banques privées étrangères qui bénéficient de la garantie de l'État mexicain. On constate une croissance des prêts entre 1978 et 1981. En 1982, les prêts diminuent de 20 % tandis que les remboursements ne cessent pas, au contraire ils augmentent. Les prêts bancaires connaissent alors une très forte baisse jusqu'en 1986. Par contre, les remboursements de la part de l'État mexicain se poursuivent à un niveau très élevé. Le transfert net sur la dette publique garantie par l'État auprès des banques étrangères, qui a été positif de 1978 à 1982, devient très fortement négatif à partir de 1983. Au total, entre 1978 et 1987, le transfert net négatif représente là aussi plus de 10 milliards de dollars au bénéfice des banquiers.

Le cumul des transferts négatifs des deux tableaux atteint plus de 20 milliards de dollars. Les banquiers privés du Nord ont fait de juteux profits sur le dos de la population mexicaine.

Tableau 3 : Prêts de la Banque Mondiale au Mexique et les remboursements de celui-ci à la BM *(en millions de dollars)*

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts de la BM	167	326	422	460	408	360	682	840	1.016	983	**5.664**
Remboursements	184	220	255	283	328	399	485	597	819	1.072	**4.642**
Transfert net	-17	106	167	177	80	-39	197	243	197	-89	**1.022**

Source : World Bank, *Global Development Finance 2005*

Le tableau 3 montre l'évolution des prêts de la Banque mondiale au Mexique. On constate une augmentation forte des prêts de 1978 à 1981. La Banque était alors lancée dans une course effrénée avec les banques privées dans l'augmentation des prêts. En 1982 et 1983, on constate une baisse modérée de ses prêts. Ceux-ci augmentent fortement à partir de 1984. La Banque se comporte en prêteur de dernier ressort. Elle prête à l'État mexicain à condition que celui-ci rembourse les banquiers privés, en majorité nord-américains. Le

transfert net reste positif car le Mexique utilise effectivement les prêts de la Banque mondiale pour rembourser les banques privées.

Tableau 4 : Prêts du FMI au Mexique et les remboursements de celui-ci au FMI *(en millions de dollars)*

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts du FMI	0	0	0	0	222	1.072	1.234	300	870	786	**4.484**
Remboursements	261	178	138	70	0	26	115	202	413	650	**2.053**
Transfert net	-261	-178	-138	-70	222	1.046	1.119	98	457	136	**2.431**

Source : World Bank, *Global Development Finance 2005*

Le tableau 4 montre l'évolution des prêts du FMI aux autorités mexicaines. Ces prêts sont inexistants entre 1978 et 1981. Par contre, pendant la même période, le Mexique rembourse au FMI d'anciens emprunts. A partir de 1982, le FMI prête massivement au Mexique à deux conditions : 1) celui-ci doit utiliser l'argent pour rembourser les banquiers privés ; 2) le Mexique doit mettre en œuvre une politique d'ajustement structurel (réduction des dépenses sociales et d'infrastructures, programme de privatisation, augmentation des taux d'intérêt, augmentation des impôts indirects…). Le transfert net reste positif car le Mexique utilise effectivement les prêts du FMI pour rembourser les banques privées.

Tableau 5 : Prêts des États du Nord au Mexique et les remboursements de celui-ci *(en millions de dollars)*

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Prêts du FMI	0	0	0	0	222	1.072	1.234	300	870	786	**4.484**
Remboursements	261	178	138	70	0	26	115	202	413	650	**2.053**
Transfert net	-261	-178	-138	-70	222	1.046	1.119	98	457	136	**2.431**

Source : World Bank, *Global Development Finance 2005*

Le tableau 5 montre l'évolution des prêts octroyés par les États des pays les plus industrialisés. Comme les banquiers privés et la Banque mondiale, les États du Nord augmentent fortement leurs prêts au Mexique de 1978 à 1981. Puis ils font *grosso modo* la même chose que la Banque mondiale et le FMI. Alors que les banquiers privés réduisent leurs prêts, les États accompagnent le FMI et la Banque pour prêter au Mexique afin qu'il rembourse les banquiers privés et qu'il applique le programme d'ajustement structurel.

Tableau 6 : Évolution de la dette extérieure mexicaine de 1978 à 1987 *(en millions de dollars)*

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total
Stock total de la dette	35.712	42.774	57.378	78.215	86.081	92.974	94.830	96.867	100.891	109.471	
Remboursement	7.423	11.595	10.962	14.340	15.684	14.825	16.960	15.293	12.944	12.087	132.113
Transfert net total	1.512	3.623	8.757	11.483	-1.799	-15.804	-12.144	-10.932	-6.648	-4.227	-26.179

Source : World Bank, *Global Development Finance 2005*

Le tableau 6 montre l'évolution de la dette extérieure totale du Mexique. Elle a été multipliée par 3 entre 1978 et 1987. Pendant ce laps de temps, le total des remboursements

représente 3,5 fois le montant de la dette de 1978. Le transfert net négatif total s'élève à plus de 26 milliards de dollars.

A partir de 1982, le peuple mexicain se saigne aux quatre veines au bénéfice des différents créanciers. En effet, le FMI et la Banque mondiale sauront se faire rembourser jusqu'au dernier centime ce qu'ils ont prêté au Mexique pour payer les banquiers privés. Le Mexique se retrouve implacablement soumis à la logique de l'ajustement structurel. Dans un premier temps, le choc imposé en 1982 a produit une forte récession, des pertes d'emplois massives et une forte chute du pouvoir d'achat. Ensuite les mesures structurelles ont entraîné la privatisation de centaines d'entreprises publiques. La concentration de la richesse et d'une grande partie du patrimoine aux mains de quelques grands groupes industriels et financiers mexicains et étrangers est phénoménale [9]...

Dans une perspective historique, il est clair que la route vers le surendettement dans les années 1960-1970, l'éclatement de la crise en 1982 et la gestion qui s'en est suivie ont marqué une rupture radicale et définitive avec les politiques progressistes menées entre le début de la révolution mexicaine en 1910 et les années 1940 sous la présidence de Lazaro Cardenas. De la révolution aux années 1940, les conditions de vie de la population se sont fortement améliorées et le Mexique a fortement progressé du point de vue économique. Il a adopté une politique internationale indépendante. Entre 1914 et 1946, le Mexique n'a pas payé la dette et, en fin de compte, il a obtenu une victoire éclatante sur les créanciers quand ceux-ci acceptèrent de renoncer à 90 % du montant dû en 1914 et sans obtenir le paiement des intérêts dus. Depuis la crise de 1982, le Mexique a perdu le contrôle de son destin. C'était un objectif historique que les États-Unis poursuivaient depuis le 19e siècle.

En 1970, la dette publique externe du Mexique s'élève à 3,1 milliards de dollars. 33 ans plus tard, en 2003, elle est 25 fois plus élevée, elle atteint à 77,4 milliards (la dette externe publique et privée atteint 140 milliards). Pendant ce laps de temps, les pouvoirs publics mexicains ont remboursé 368 milliards de dollars (120 fois la somme due en 1970). Le transfert net négatif sur la période 1970 à 2003 s'élève à 109 milliards de dollars. Entre 1983 et 2003, sur 21 années, seules deux (1990 et 1995) ont connu un transfert net positif sur la dette externe publique.

Un jour prochain, c'est sûr, le peuple mexicain saura reconquérir la liberté de déterminer son destin.

Eric Toussaint

Cet article fait partie de la série : 1944-2019, 75 ans d'intervention de la Banque mondiale et du FMI (partie 16)

Notes :

[1] D. Kapur, J. Lewis, R. Webb. 1997. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1 : History*, Brookings Institution Press, Washington, D.C., 1275 p., vol. 1. p. 499

[2] Idem, p. 499

[3] Memorandum to files, « *Mexico : Present Economic Situation – Problems and Policies* », August 14, 1981.

[4] Carlos Salinas de Gortari est devenu président du Mexique en 1988 après avoir organisé une fraude électorale massive pour ravir la victoire au candidat progressiste Cuauthémoc Cardenas. Il quittera la présidence en 1994, peu de temps après avoir signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Voir chapitre suivant.

[5] Voici ce qu'en disent les historiens de la Banque mondiale : « *L'économiste (car il travaillait encore pour la Banque à cette époque) a une vision beaucoup plus préoccupante des perspectives macroéconomiques mexicaines pour 1981 et a fait connaître sa vision divergente sous forme de mémo ajouté aux dossiers. Sa carrière future s'en est trouvée compromise : après une bataille de plusieurs années, il a été réintégré dans son poste par une décision de justice. Pieter Bottelier, interview avec les auteurs, le 19 janvier 1993.* » in D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 603.

[6] José Lopez Portillo a présidé le Mexique de 1977 à 1982.

[7] Letter, A. W. Clausen to His Excellency Jose Lopez Portillo, president, United Mexican States, March 19, 1982, in D.. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1., p. 603

[8] Morgan Guaranty Trust Co. Of New York, World Financial Markets, mars 1986, p. 15.

[9] J'ai analysé les effets des politiques d'ajustement structurel au Mexique dans la première édition en 1998, du livre *La Bourse ou la Vie. La Finance contre les peuples*, Chapitre 15, Étude de cas 2. « Le Mexique : endettement extérieur et crise politico-sociale », p. 270 à 277.

La source originale de cet article est CADTM
Copyright © Eric Toussaint, CADTM, 2019

Articles Par : Eric Toussaint

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible, Syllepse, 2000, Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation, Les liens qui libèrent, 2017 ; Bancocratie, ADEN, Bruxelles, 2014 ; Procès d'un homme exemplaire, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un

coup d’œil dans le rétroviseur. L’idéologie néolibérale des origines jusqu’à aujourd’hui, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca